

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SAVASSE**

SEANCE DU 18 octobre 2022

L'an deux mille vingt, le dix-huit du mois d'octobre, à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette commune régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Françoise Quenardel, Maire.

Présents : QUENARDEL Françoise - LALANNE Claude - CHASTAN Thierry - DRAY Bernadette - MOULIN Geneviève - LIOTARD Régine - BONNARD-DREVARD Nathalie - FAURE Joël - VETTOVALLI Michel - MOUTON Martine — LERAT Frédéric - ARNAUD Alexandre – GONTARD Christopher.

Absents avec procuration : DE DIANOUS Antoine (DRAY Bernadette) - FIERE Pascale (FAURE Joël)

Secrétaire de séance : Claude LALANNE

Délibération 1.1

Objet : Demande de subvention auprès de la Région Auvergne Rhône Alpes pour l'installation de la vidéoprotection

Madame le Maire indique que devant la montée de l'insécurité, des incivilités et de la délinquance, un projet d'installation de vidéoprotection a été étudié en collaboration avec la Gendarmerie.

L'implantation des différentes caméras se fera sur l'ensemble de la Commune. Un serveur d'enregistrement conventionné avec la Gendarmerie Nationale sera mis en place.

Le montant total des travaux de la première tranche s'élève à 228 645.00 € HT, auquel s'ajoute 8 460.00 € HT pour les missions de l'Assistant à la Maîtrise d'Ouvrage.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la majorité des membres présents, accepte le projet tel que présenté (une tranche ferme et une tranche optionnelle).

Le Conseil Municipal sollicite une subvention auprès de la Région Auvergne Rhône Alpes pour la première tranche.

Il demande par ailleurs l'autorisation exceptionnelle de débiter les travaux avant l'octroi définitif de la subvention.

Il autorise Madame le Maire à signer tous les documents concernant cette affaire.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme
Savasse le 18 octobre 2022
Le Maire,



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SAVASSE**

SEANCE DU 18 octobre 2022

L'an deux mille vingt, le dix-huit du mois d'octobre, à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette commune régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Françoise Quenardel, Maire.
Présents : QUENARDEL Françoise – LALANNE Claude - CHASTAN Thierry - DRAY Bernadette - MOULIN Geneviève - LIOTARD Régine - BONNARD-DREVARD Nathalie - FAURE Joël - VETTOVALLI Michel - MOUTON Martine – LERAT Frédéric - ARNAUD Alexandre – GONTARD Christopher.

Absents avec procuration : DE DIANOUS Antoine (DRAY Bernadette) - FIERE Pascale (FAURE Joël)

Secrétaire de séance : Claude LALANNE

Délibération 1.2

Objet : Tarifs pour l'utilisation des deux Salles des Fêtes de la Commune

Cette délibération annule et remplace celle du 7 décembre 2021

Madame le Maire expose qu'il conviendrait de modifier les tarifs d'utilisation des deux salles.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents décide, d'appliquer à partir du 1^{er} novembre 2022 les tarifs suivants pour les locations des deux salles des fêtes communales :

**Pour les administrés savassons :*

- Grande Salle :
 - location : 280 €
 - caution dommages matériels : 1 500 €
 - caution ménage-clés : 200 €
- Petite Salle :
 - location : 120 €
 - caution dommages matériels : 1 500 €
 - caution ménage-clés : 200 €

**Pour les associations :*

- Grande Salle :
 - 2 fois gratuit puis 100 € pour une nouvelle utilisation
 - caution dommages matériels 1 500 €
 - caution ménage-clés 200 €
- Petite Salle :
 - gratuit
 - caution dommages matériels 1 500 €
 - caution ménage-clés 200 €

.../...

Envoyé en préfecture le 20/10/2022

Reçu en préfecture le 20/10/2022

Publié le 18/10/2022

ID : 026-212603393-20221018-TARIFS_SDF_2_22-DE

En cas d'incident(s) constaté(s) dans l'état des lieux, une partie ou l'entière
retenue pour couvrir les frais occasionnés.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme
Savasse le 18 octobre 2022
Le Maire,



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SAVASSE**

SEANCE DU 18 octobre 2022

L'an deux mille vingt, le dix-huit du mois d'octobre, à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette commune régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Françoise Quenardel, Maire.

Présents : QUENARDEL Françoise - LALANNE Claude - CHASTAN Thierry - DRAY Bernadette - MOULIN Geneviève - LIOTARD Régine - BONNARD-DREVARD Nathalie - FAURE Joël - VETTOVALLI Michel - MOUTON Martine - LERAT Frédéric - ARNAUD Alexandre - GONTARD Christopher.

Absents avec procuration : DE DIANOUS Antoine (DRAY Bernadette) - FIERE Pascale (FAURE Joël)

Secrétaire de séance : Claude LALANNE

Délibération n°1.3

Objet : Signature d'une Convention conclue entre l'Etat et la Commune de Savasse relative à l'installation d'une sirène raccordée au Système d'alerte et d'information des populations (SAIP)

Vu le Code de la sécurité intérieure, articles L.112-1, L. 711-1, L. 721-1, L. 721-2 et L. 732-7

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, article L.2212-2 5°

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques, article L.1

Vu le décret n°2014-1253 du 27 octobre 2014 relatif au code national d'alerte

Madame le Maire expose que le Livre Blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008 a fixé la modernisation de l'alerte des populations comme un objectif prioritaire de l'action gouvernementale. Il s'agit de doter les autorités de l'Etat, mais aussi des communes, d'un "réseau d'alerte performant et résistant", en remplacement de l'ancien réseau national d'alerte (RNA) de l'Etat

La sirène, objet de la présente convention a ainsi vocation à être intégrée au dispositif du SAIP dont le déploiement est en cours. Ce raccordement au SAIP permettra un déclenchement à distance, via une application dédiée. Toutefois, le déclenchement manuel de la sirène en local par la maire ou son représentant, demeure possible en cas de nécessité et après information de la préfecture.

Cette sirène sera installée sur le toit de la Mairie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, autorise Madame le Maire à signer cette convention pour l'installation d'une sirène sur le toit de la Mairie.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme
Savasse, le 18 octobre 2022
Le Maire,



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SAVASSE**

SEANCE DU 18 octobre 2022

L'an deux mille vingt, le dix-huit du mois d'octobre, à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette commune régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Françoise Quenardel, Maire.

Présents : QUENARDEL Françoise - LALANNE Claude - CHASTAN Thierry - DRAY Bernadette - MOULIN Geneviève - LIOTARD Régine - BONNARD-DREVARD Nathalie - FAURE Joël - VETTOVALLI Michel - MOUTON Martine — LERAT Frédéric - ARNAUD Alexandre - GONTARD Christopher.

Absents avec procuration : DE DIANOUS Antoine (DRAY Bernadette) - FIERE Pascale (FAURE Joël)

Secrétaire de séance : Claude LALANNE

Délibération n°1.4

Objet : désignation d'un Elu correspondant-défense

Vu la loi n°97-1019 du 28 octobre 1997 portant réforme du service national,

Vu la circulaire du 26 octobre 2001 relative à la désignation d'un correspondant défense au sein de chaque Conseil Municipal

Madame le Maire précise le Correspondant-Défense a vocation à être un interlocuteur privilégié pour la défense, à développer le lien armée-nation et à promouvoir l'esprit de défense. Son rôle est essentiel pour associer pleinement tous les citoyens aux questions de défense. que la mission du Conseiller Municipal en charge des questions de défense s'articule autour de trois grands axes :

- *L'information sur la défense* au profit des citoyens sur la politique de défense de la France, les métiers de la défense, en liaison avec la délégation militaire départementale.
- *Le parcours de citoyenneté* : de l'enseignement de défense à caractère pluridisciplinaire délivré sous l'autorité de l'Education nationale, au recensement et à la journée défense citoyenneté (JDC, anciennement JAPD) et plus récemment le service national universel (SNU), en liaison également avec les services de l'Education nationale et le Centre du service national et de la jeunesse.
- *La solidarité et la mémoire* : de la sensibilisation des citoyens et de la jeunesse aux événements qui ont marqué l'histoire du pays, aux cérémonies commémoratives et aux opérations de transmission de la mémoire, à la reconnaissance et la solidarité dues aux anciens combattants, en liaison avec la direction départementale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, désigne M. Christopher GONTARD en tant que correspondant défense de la Commune.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme
Savasse, le 18 octobre 2022
Le Maire,



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SAVASSE**

SEANCE DU 18 octobre 2022

L'an deux mille vingt, le dix-huit du mois d'octobre, à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette commune régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Françoise Quenardel, Maire.
Présents : QUENARDEL Françoise – LALANNE Claude - CHASTAN Thierry - DRAY Bernadette - MOULIN Geneviève - LIOTARD Régine - BONNARD-DREVARD Nathalie - FAURE Joël - VETTOVALLI Michel - MOUTON Martine — LERAT Frédéric - ARNAUD Alexandre – GONTARD Christopher.

Absents avec procuration : DE DIANOUS Antoine (DRAY Bernadette) - FIERE Pascale (FAURE Joël)

Secrétaire de séance : Claude LALANNE

Délibération n°1.5

Objet : désignation d'un Elu correspondant « incendie et secours »

Vu la loi n°2021-1520 du 25 novembre 2021,

Vu le décret n°2022-1091 du 29 juillet 2022,

Madame le Maire précise le Correspondant « incendie et secours » est défini comme l'interlocuteur privilégié du Service Départemental d'Incendie et de Secours dans la Commune sur les questions relatives à la prévention, la protection et la lutte contre les incendies.

Il a aussi pour mission l'information et la sensibilisation du Conseil Municipal et des habitants de la Commune sur l'ensemble des questions relatives à la prévention et à l'évaluation des risques de sécurité civile, à la protection des personnes, des biens et de l'environnement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la majorité des membres présents, désigne M. Thierry CHASTAN en tant que correspondant « incendie et secours » de la Commune.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme
Savasse, le 18 octobre 2022
Le Maire,



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE SAVASSE

SEANCE DU 18 octobre 2022

L'an deux mille vingt, le dix-huit du mois d'octobre, à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette commune régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Françoise Quenardel, Maire.

Présents : QUENARDEL Françoise – LALANNE Claude - CHASTAN Thierry - DRAY Bernadette - MOULIN Geneviève - LIOTARD Régine - BONNARD-DREVARD Nathalie - FAURE Joël - VETTOVALLI Michel - MOUTON Martine – LERAT Frédéric - ARNAUD Alexandre – GONTARD Christopher.

Absents avec procuration : DE DIANOUS Antoine (DRAY Bernadette) - FIERE Pascale (FAURE Joël)

Secrétaire de séance : Claude LALANNE

Délibération n°2.1

Objet : Adhésion à la Compétence Efficacité Energétique de Territoire d'énergie Drôme – SDED.

En application des engagements mondiaux adoptés dans l'Accord de Paris, ainsi que de leurs déclinaisons aux échelles européenne et nationale, Territoire d'énergie Drôme – SDED met en place des initiatives visant à lutter contre le dérèglement climatique, essentiellement dans le champ de l'efficacité énergétique.

Dans le but d'aider les collectivités drômoises à mettre en œuvre leur plan de transition énergétique, Territoire d'énergie Drôme – SDED engage un dispositif d'accompagnement aux études et aux investissements d'économies d'énergie dans le patrimoine bâti public.

En vertu des articles L2224-31 et L2224-34 du CGCT qui fixe le cadre des actions relatives aux économies d'énergie que peuvent faire réaliser les Autorités Organisatrices de Distribution de l'Energie (AODE), le Comité syndical de Territoire d'énergie - SDED a adopté, le 28 septembre 2021, le règlement de sa Compétence Efficacité Energétique, applicable à compter du 1er janvier 2022.

Les collectivités membres de Territoire d'Énergie Drôme - SDED peuvent adhérer à cette compétence pour remplir leurs obligations issues entre autres de la loi 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique pour une Croissance Verte, à la loi 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat ou encore de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Cette Compétence Efficacité Energétique propose deux niveaux d'intervention :

-Adhésion "Energie Base" : elle permet à la collectivité de bénéficier,

D'une valorisation financière des certificats d'économies d'énergie (CEE),

D'un outil de suivi des consommations permettant d'enregistrer et d'utiliser par elle-même les données liées à son patrimoine bâti.

L'adhésion à ce dispositif s'élève à 0,10 € par habitant et par année civile. Elle est plafonnée à 500 €/an.

-Adhésion « Énergie Plus » : outre les dispositions de la formule "Energie Base", cette formule permet à la collectivité d'accéder à plusieurs services liés au patrimoine dont elle est propriétaire,

L'analyse de ses consommations d'énergie par Territoire d'énergie Drôme - SDED

Les études d'aide à la décision

L'aide financière aux travaux d'économies d'énergie, associée à un conseil technique

L'accompagnement au déroulement de projets

L'adhésion à ce dispositif s'élève à 0,20 € pour les communes rurales (au sens de la taxe communale sur les consommations finales d'électricité - TCCFE) ou à 0,50 € pour les communes urbaines (au sens de la TCCFE) par habitant et par année civile. Elle est plafonnée à 10 000 €/an.

L'adhésion est renouvelée par tacite reconduction chaque année civile sur une durée minimum de trois ans.

Compte tenu de ces éléments, le Conseil Municipal décide à la majorité des membres présents :

-d'approuver le règlement de la Compétence Efficacité Energétique de Territoire d'énergie Drôme – SDED, joint en annexe, pour les actions tendant à maîtriser la demande d'énergie sur le territoire,

-d'adhérer à la formule « Energie Plus » de la Compétence Efficacité Energétique de Territoire d'énergie Drôme – SDED, à raison de 0,20 €/hab pour une population totale de 1503 habitants (chiffres INSEE en vigueur au 1^{er} janvier 2022), soit un montant de 300.60 €.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme
Savasse, le 18 octobre 2022
Le Maire,



RÈGLEMENT DE LA COMPÉTENCE EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Modalités d'intervention en direction du patrimoine bâti des collectivités

Table des matières

Art 1. TYPES D'INTERVENTIONS ET BÉNÉFICIAIRES	3
Art 2. ANALYSE DES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE	3
Art 3. ÉTUDES D'AIDE A LA DÉCISION DU MAÎTRE D'OUVRAGE.....	4
Art 4. AIDE AUX TRAVAUX D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE	4
4.1 Travaux éligibles.....	5
4.2 Modalités et montant des aides	6
4.3 Cession des certificats d'économies d'énergie (CEE).....	7
4.3.1 Cas des CEE propriété de Territoire d'énergie Drôme – SDED	7
4.3.2 Cas des CEE directement valorisés au bénéfice du maître d'ouvrage des travaux d'économies d'énergie	7
4.4 Dépôt des demandes de subvention et instruction	8
4.5 Attribution et versement des aides financières	8
4.5.1 Subvention	8
4.5.2 Certificats d'économies d'énergie	9
Art 5 ACCOMPAGNEMENT DE PROJETS	9
Art 6 CONCOURS DE PROJETS EXEMPLAIRES OU DÉMONSTRATIFS.....	9
Art 7 MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE DE TRAVAUX D'AMÉLIORATION ÉNERGÉTIQUE.....	10
Art 8 CONFIDENTIALITE DES DONNEES	10
Art 9 COMMUNICATION.....	11
Art. 10 PRISE D'EFFET ET DUREE.....	11

Préambule

En application des engagements mondiaux adoptés dans l'Accord de Paris, ainsi que de leurs déclinaisons aux échelles européenne et nationale, Territoire d'énergie Drôme – SDED met en place des initiatives visant à lutter contre le dérèglement climatique, essentiellement dans le champ de l'efficacité énergétique.

Dans le but d'aider les collectivités drômoises à mettre en œuvre leur plan de transition énergétique, Territoire d'énergie Drôme – SDED engage un dispositif d'accompagnement aux études et aux investissements d'économies d'énergie dans le patrimoine bâti public. Il vise à traduire les nouvelles obligations réglementaires (notamment le Décret Tertiaire de 2019) par la recherche de résultats au travers de rénovations performantes.

Le défi du siècle, c'est de mettre en place des mesures d'adaptation au changement climatique. Ensemble, nous réussirons, si nous nous mobilisons collectivement, puissamment, en utilisant tous les leviers à notre disposition, tout en respectant la justice sociale et les autres enjeux écologiques. Ce défi donne du sens à l'action collective et individuelle ; il est source de création d'emplois, de savoir-faire et d'innovations technologiques et sociales.

Cadre juridique et réglementaire

Conformément à l'article L2224-31 du Code Général des Collectivités Territoriales (ci-après "CGCT"), Territoire d'Énergie Drôme - SDED est Autorité Organisatrice de la Distribution d'Électricité (ci-après "AODE") pour le territoire de la Drôme. Elle doit mettre en œuvre la politique énergétique décrite à l'article L100-1 du Code de l'Énergie et en particulier les mesures pour répondre à l'urgence climatique décrites à l'article L100-4 de ce code.

Pour ce faire et conformément à l'article L2224-34 du CGCT alinéa 4, Territoire d'Énergie Drôme - SDED s'est dotée dans ses statuts à l'article II 5) d'une compétence optionnelle "Efficacité énergétique" (ci-après "la Compétence"). Les collectivités adhérentes à Territoire d'Énergie Drôme - SDED peuvent adhérer à cette compétence pour remplir leurs obligations issues entre autres de la loi 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique pour une Croissance Verte (ci-après "TECV"), à la loi 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat (ci-après "Energie Climat") ou encore de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (ci-après "Climat et Résilience").

Le présent règlement détaille le fonctionnement de cette compétence.

Dispositions du règlement

ARTICLE 1. TYPES D'INTERVENTIONS ET BENEFICIAIRES

Peuvent adhérer à la compétence : les communes et les EPCI membres du Syndicat Départemental d'Énergie de la Drôme (Territoire d'énergie Drôme - SDED).

Selon le montant de l'adhésion, deux niveaux d'intervention sont différenciés :

Adhésion "Énergie Base" : elle permet à la collectivité

- de bénéficier d'une valorisation financière des certificats d'économies d'énergie (CEE) décrite à l'article 4.3.2,
- d'accéder à un outil de suivi des consommations permettant d'enregistrer et d'utiliser par elle-même les données liées à son patrimoine bâti, soit à des fins d'analyse, soit pour renseigner la plateforme nationale OPERAT, dans le cadre du décret du 23 juillet 2019 (« Décret Tertiaire »).

L'adhésion à ce dispositif s'élève à 0,10 € par habitant et par année civile. Elle est plafonnée à 500 €/an.

Adhésion « Énergie Plus » : cette formule permet, outre les dispositions de la formule "Énergie Base", d'accéder à plusieurs services liés au patrimoine dont la collectivité est propriétaire, à savoir

- L'analyse de ses consommations d'énergie par Territoire d'énergie Drôme - SDED (article 2)
- Les études d'aide à la décision du maître d'ouvrage (article 3)
- L'aide financière aux travaux d'économies d'énergie, associée à un conseil technique (article 4)
- L'accompagnement au déroulement de projets (service à la carte, article 5).

Le montant de l'adhésion est le suivant :

- Pour les communes rurales (au sens de la TCCFE) : 0,20 € par habitant et par année civile,
- Pour les autres communes : 0,50 € par habitant et par année civile,
- Pour les EPCI membres du Syndicat : 0,20 € par habitant et par année civile.

Dans tous les cas, le montant annuel de l'adhésion est plafonné à 10 000 €.

Un EPCI membre du Syndicat a la possibilité de prendre en charge l'adhésion d'une ou plusieurs de ses communes au présent règlement.

ARTICLE 2. ANALYSE DES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE

La connaissance des données de consommation et de leur facturation est un préalable incontournable à la compréhension des contextes propres à chaque collectivité, puis à leur passage à l'acte. Elle permet ensuite d'évaluer l'efficacité des travaux réalisés. Elle est également nécessaire à l'organisation des groupements d'achat d'énergie au niveau départemental.

L'organisation automatisée de la collecte des données de facturation auprès de la collectivité, permet à celui-ci l'accès à un historique consolidé et à un suivi régulier, de même qu'à un bilan analytique périodiquement remis par Territoire d'énergie Drôme - SDED. Elle lui permet également, par la transmission possible d'informations sur la plateforme nationale OPERAT, de s'inscrire dans le processus du décret du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire (« Décret Tertiaire »).

ARTICLE 3. ÉTUDES D'AIDE A LA DÉCISION DU MAÎTRE D'OUVRAGE

En amont des opérations visant à améliorer la performance énergétique et à diminuer l'impact climatique de leur patrimoine, les collectivités ont besoin de tracer les contours de leur action à travers la pré-étude de critères techniques, économiques et environnementaux.

Territoire d'énergie Drôme - SDED s'inscrit en tant qu'appui technique pour apporter cette aide à la décision, qui permet d'autant mieux de préfigurer les projets qu'elle intervient suffisamment tôt dans l'échéancier des financements publics.

A cet effet le Syndicat peut donner une première approche, sous forme d'analyse d'opportunité ayant vocation à guider les choix des maîtres d'ouvrage.

Ensuite, sur accord écrit et avec la contribution financière de la collectivité, Territoire d'énergie Drôme – SDED peut réaliser ou faire réaliser des études ou des diagnostics plus poussés . Il peut s'agir notamment :

- d'études prospectives sur le patrimoine bâti,
- d'analyses comparées en coût global de divers scénarios visant l'amélioration énergétique,
- d'études de choix de conversion d'usage de bâtiments,
- d'études de faisabilité de systèmes utilisant les énergies renouvelables,
- de diagnostics de charpente en vue d'une isolation thermique ou de l'installation d'un système solaire,
- d'études de faisabilité d'un marché global de performance énergétique,
- d'études de faisabilité de systèmes expérimentaux ou innovants.

La contribution financière de la collectivité pour ces types d'études est de :

- 30 % du coût TTC de l'étude pour les communes rurales (au sens de la TCCFE) et les communautés de communes d'une population totale inférieure ou égale à 25 000 habitants.
- 60 % du coût TTC de l'étude pour les autres communes et les autres EPCI.

Dans le cas de campagnes d'étude conduites à travers un programme spécifique - faisant notamment appel à des concours financiers extérieurs - un règlement d'intervention particulier est susceptible d'être élaboré et adopté par le Bureau syndical, afin de le substituer au présent article pour le type d'étude et la durée définis par ledit programme.

ARTICLE 4. AIDE AUX TRAVAUX D'ECONOMIES D'ENERGIE

. Dans le cadre de l'adhésion "Energie Base", l'aide repose exclusivement sur la valorisation financière des certificats d'économies d'énergie (CEE), à partir d'un prix unitaire fixé par le Bureau syndical (art. 4.2).

Territoire d'Énergie Drôme – SDED, s'assure de la conformité des travaux de la collectivité – qu'ils soient envisagés ou récemment réalisés – aux exigences des CEE.

. Dans le cadre de l'adhésion "Energie Plus", la collectivité bénéficie d'un accompagnement technique et financier, proposant d'une part, un pré-diagnostic assorti de préconisations, et d'autre part, une aide financière visant à inciter les actions de rénovation énergétique du patrimoine bâti public.

Les travaux d'économies d'énergie sont subventionnés dans la limite d'une dépense maximale précisée à l'article 4.2. Au-delà, les dépenses éligibles excédentaires peuvent être financées par la valorisation des CEE (voir précédemment).

4.1 Travaux éligibles

Les travaux éligibles aux subventions de Territoire d'énergie Drôme - SDED (adhésion "Énergie Plus") portent sur les bâtiments existants, et non les projets neufs ou les extensions. Il s'agit des bâtiments dont la collectivité a la propriété, ou les bâtiments situés sur son périmètre géographique et propriété

d'établissements publics dont la collectivité assure elle-même la gouvernance et le financement des charges de fonctionnement (exemple : CCAS).

Ils sont définis dans un référentiel technique actualisé par l'Exécutif à compter du 1er janvier de chaque année. La date de réception du dossier complet d'aide financière par la collectivité détermine la version du référentiel applicable (version venant d'être actualisée ou version précédente).

Les travaux se divisent en deux catégories :

- **Les actions prioritaires, portant sur**
 - L'isolation thermique des parois pleines : toiture, murs, planchers,
 - Le remplacement des fenêtres à simple vitrage
 - L'isolation des canalisations de distribution de chaleur
 - La protection des accès aux bâtiments contre la pénétration de l'air extérieur (portes hermétiques et isolantes, sas automatiques).
 - La régulation programmable des systèmes de chauffage
 - Le remplacement d'un système de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire par des équipements définis dans le référentiel technique.
- **Les actions complémentaires :**
 - Ventilation mécanique contrôlée,
 - Confort thermique d'été : brassage d'air et protections solaires extérieures,
 - Remplacement de fenêtres à double-vitrage
 - Eclairage intérieur,
 - Occultations de baies (volets).

Les critères techniques et le périmètre de prise en compte des prestations sont définis dans le référentiel en vigueur à la date de réception du dossier de financement. Les valeurs de performance requises, inspirées des fiches d'opérations standardisées publiées dans le cadre du dispositif des CEE, sont mises à jour chaque année dans le référentiel technique.

A défaut de fiche CEE applicable, le référentiel fixe des valeurs de performance ad hoc.

Dans le cadre de la valorisation financière des CEE (adhésion "Énergie Base" ou "Énergie Plus"), les opérations d'économies d'énergie correspondent :

- aux opérations réalisées par la collectivité sur ses biens propres – ou sur les biens de tiers dans le cadre de ses missions de service public – répondant aux conditions énoncées dans les fiches d'opération standardisées applicables et définies par arrêté ; celles-ci peuvent concerner l'ensemble des secteurs éligibles aux CEE, à savoir :
 - les bâtiments tertiaires ou résidentiels, sur un champ d'opérations plus large que celui de la liste exposée à l'article 4.1,
 - les réseaux : éclairage public, réseaux de chaleur ou de froid,
 - les transports,
 - les équipements industriels,
 - l'agriculture.
- le cas échéant, hors champ d'application des fiches d'opérations standardisées, aux opérations spécifiques réalisées par la collectivité et répondant aux conditions de l'annexe 4 de l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie,
- le cas échéant, aux opérations réalisées par la collectivité dans le cadre de programmes d'accompagnement définis par arrêté du ministre chargé de l'énergie, lorsque la cession des certificats à un tiers regroupeur est permise.

4.2 Modalités et montant des aides

Selon les définitions données à l'article 4.1 :

- Le taux de subvention appliqué aux actions prioritaires est de 50 % de la dépense éligible HT.
- Le taux de subvention appliqué aux actions complémentaires est de 20 % de la dépense éligible HT.

Les actions de la catégorie complémentaire associées au projet voient leur taux de subvention porté à 50% de la dépense éligible HT,

- lorsque que les travaux présentés comprennent l'isolation thermique simultanée des murs et de la toiture,
- ou lorsque l'isolation thermique d'un seul de ces composants est prévue, et que l'isolation existante de l'autre composant répond a minima à la réglementation thermique applicable aux bâtiments existants "par élément" (arrêté du 3 mai 2007), documents justificatifs à l'appui. Les modalités respectives d'application de ladite réglementation thermique pour l'isolation des murs extérieurs, des combles perdus ou aménagés et des toitures terrasses sont précisées dans le référentiel technique.

Les actions de la catégorie complémentaire demeurent financées au taux de 20 % de la dépense éligible HT :

- lorsqu'aucune isolation de murs ou de toiture n'est incluse aux travaux présentés,
- ou, dans le cas où l'isolation d'un composant est présentée, si aucun document ne peut justifier le niveau d'isolation existant de l'autre composant laissé en l'état.

Le calcul du montant (HT) des travaux pouvant bénéficier de la subvention du Syndicat concerne uniquement la part des dépenses générant des économies d'énergie, dont le périmètre est actualisé chaque année dans le référentiel technique.

Selon le caractère prioritaire ou complémentaire des actions envisagées, le taux de l'aide est de 50 % ou de 20 % de la dépense éligible présentée par la collectivité, dans la limite d'un cumul d'aides maximum de 50 000 € sur une période de trois années civiles glissantes, s'étalant de l'année N-2 à l'année N, l'année N correspondant à l'exercice budgétaire en cours au moment de l'accord du plus récent soutien financier.

Exemple :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6
Aides accordées sur l'année	10 000 €	6 000 €	30 000 €	10 000 €	10 000 €	5 000 €
	< 50 k€					
		< 50 k€				
			= 50 k€			
				< 50 k€		

Les dépenses éligibles excédant ces plafonds (soit par chantier, soit sur trois années glissantes) peuvent faire l'objet d'une valorisation directe de certificats d'économies d'énergie (CEE), dont le montant est proportionnel à la quantité des certificats déposés multipliée par un prix unitaire fixé par le Bureau syndical. Le prix unitaire est exprimé en euros par mégawattheure cumulé actualisé ("MWh cumac").

4.3 Cession des certificats d'économies d'énergie (CEE)

4.3.1 Cos des CEE propriété de Territoire d'énergie Drôme - SDED

Dans le cadre du dispositif national des Certificats d'économies d'énergie, l'adhésion de la collectivité au présent règlement, suivie de l'accusé de réception du dossier de demande de financement de travaux par Territoire d'énergie SDED, constitue la preuve d'un rôle antérieur, actif et incitatif de

Territoire d'énergie Drôme - SDED, et lui confère le statut de demandeur des certificats auprès du Pôle National des CEE.

Ainsi, les CEE générés par les opérations directement subventionnées par le Syndicat (adhésion "Énergie Plus") lui sont cédés en contrepartie. A cet effet le bénéficiaire remet à Territoire d'énergie Drôme-SDED les pièces nécessaires à leur enregistrement. La facture définitive d'une entreprise (ou le DGD), qu'elle réponde à un marché unique ou à un lot, est à lui communiquer **au plus tard 6 mois après son règlement.**

4.3.2 *Cas des CEE directement valorisés au bénéfice du maître d'ouvrage des travaux d'économies d'énergie*

L'adoption du présent règlement par la collectivité maître d'ouvrage constitue la preuve du rôle antérieur, actif et incitatif de Territoire d'énergie Drôme – SDED caractérisé par les contributions suivantes :

- aider le bénéficiaire à produire les preuves et à réunir les éléments de demande de certificats répondant aux règles en vigueur,
- déposer les CEE auprès du Pôle National des Certificats d'Economies d'Energie, soit en propre, soit en confiant ce dépôt à un tiers éligible que le Syndicat désignera dans le cadre d'une procédure de regroupement (paragraphe 6 de l'annexe 2 de l'arrêté du 4 septembre 2014), notamment un syndicat d'énergie membre de l'association Territoire d'Energie Auvergne Rhône-Alpes.
- valoriser financièrement les CEE obtenus et pour le compte du bénéficiaire.

Les contributions et procédures de valorisation proposées par le Syndicat en faveur du bénéficiaire n'ont pas de caractère exclusif. Le bénéficiaire ne confie la gestion des CEE au Syndicat que sur les opérations de son choix. Lorsque ce choix est prononcé, le pouvoir donné au Syndicat est alors exclusif, et ne peut être revendiqué par une autre collectivité ou un autre organisme (art. R221-15 du Code de l'énergie).

Cas particulier : dans le cas où la collectivité a engagé une (des) opération(s) antérieurement à tout accord de soutien financier avec le Syndicat, et souhaite néanmoins solliciter à ce dernier la valorisation de ses CEE, ou dans tout autre circonstance conduisant la collectivité à conserver le statut de demandeur, celle-ci charge le Syndicat d'intégrer ses opérations à un regroupement et d'en effectuer le dépôt auprès du Pôle national des Certificats d'économies d'énergie (PNCEE). Dans le cas où Territoire d'énergie Drôme-SDED n'est pas en mesure d'opérer un regroupement dans les délais requis pour l'instruction du dossier présenté par la collectivité, il indique à celle-ci l'identité d'un autre syndicat membre de l'association Territoire d'Énergie Auvergne Rhône-Alpes (TEARA) susceptible de se constituer regroupeur. Dans le cadre d'une charte commune adoptée par les membres de TEARA pour le regroupement régional des dépôts de CEE, Territoire d'énergie Drôme-SDED contribue à transmettre au tiers regroupeur le dossier de la collectivité en bonne et due forme. Il appartient toutefois à celle-ci d'adresser au regroupeur identifié une lettre de mandat valant accord de regroupement, dans laquelle il est fait référence aux dispositions de la charte de regroupement des dépôts de CEE entre syndicats d'énergie de TEARA.

4.4 *Dépôt des dossiers de demande subvention et instruction*

Une fois l'adhésion au dispositif confirmée (cf. art. 1), les projets envisagés par la collectivité peuvent être présentés aux services de Territoire d'énergie Drôme – SDED.

Dans un premier temps, un accompagnement technique permet d'aider la collectivité à définir le programme de travaux à réaliser et le contenu du dossier technique à transmettre.

Dans un second temps, le dossier de demande de financement est transmis à TE26. Il doit être constitué et avoir fait l'objet d'un accusé de réception avant toute signature de devis ou d'engagement à réaliser les travaux.

Les dossiers d'aide financière peuvent être déposés tout au long de l'année. Ils sont instruits dans l'ordre d'arrivée, à compter de leur date de complétude.

Les pièces constitutives d'un dossier de subvention sont :

- un document de l'assemblée délibérante de la collectivité maître d'ouvrage, autorisant son représentant à solliciter l'aide de Territoire d'énergie Drôme – SDED,
- une note de présentation du projet comportant des éléments techniques et un chiffrage estimatif, éventuellement complétée d'un plan de financement et d'un calendrier prévisionnels.

A réception, le Syndicat vérifie l'exhaustivité de cet ensemble et retourne au demandeur un accusé de réception, par lettre recommandée ou par horodatage électronique, l'autorisant à engager les travaux sans préjuger du résultat de l'examen qui suivra sur le plan technique.

Pour constituer la preuve du rôle antérieur, actif et incitatif de Territoire d'énergie Drôme – SDED au regard du dispositif des certificats d'économies d'énergie, il est impératif que l'accusé de réception émis par le Syndicat soit parvenu à la collectivité avant toute commande de travaux.

Cas particulier : dans le cas de la seule valorisation directe des CEE au bénéfice du maître d'ouvrage des opérations, le dossier est accompagné soit de devis - qu'ils soient prospectifs ou déjà signés - soit de factures lorsque les travaux sont réalisés. L'examen technique revient à vérifier la simple conformité des opérations et de leurs pièces justificatives (devis, factures) aux critères des fiches d'opération standardisées - ou des fiches programmes publiées par arrêté - sans procéder à l'analyse de leurs coûts détaillés.

4.5 Attribution et versement des aides financières

L'attribution des aides financières apportées par Territoire d'énergie Drôme – SDED est prononcée par le Bureau syndical.

Une lettre de notification précise le montant maximum de l'aide accordée et, le cas échéant, les dispositions particulières relatives à l'opération.

4.5.1 Subvention

La subvention est versée après service fait, au vu des justificatifs et notamment des pièces permettant l'enregistrement des CEE, ainsi que d'un tableau global de financement de l'opération.

Sa valeur est plafonnée au montant notifié. Elle peut être ajustée à la baisse,

- si la dépense éligible effective n'atteint pas sa valeur prévisionnelle,
- si l'ensemble des aides publiques accordées au maître d'ouvrage pour son chantier atteint 80 % de son coût total HT.

La demande de versement peut être transmise à Territoire d'énergie Drôme - SDED par courrier postal, dans les limites de temps indiquées à l'article 6. Toutefois, dès que le maître d'ouvrage règle la facture finale ou le DGD d'une prestation, même s'il ne s'agit que d'un lot dans un marché public de travaux, il doit dès que possible constituer sa demande auprès du Syndicat, et au plus tard dans les 6 mois.

En outre, la dernière demande de versement de subvention doit être adressée au Syndicat avant le 30 novembre de la deuxième année consécutive à la notification d'attribution.

4.5.2 Certificats d'économies d'énergie

Dès l'acceptation des certificats prononcée par le Pôle national des CEE (dépendant du ministère chargé de l'énergie), Territoire d'énergie Drôme - SDED s'engage à remettre au bénéficiaire le produit de leur valorisation financière pour un montant égal à la quantité de MWh cumac validés multipliée par un prix unitaire fixé par le Bureau syndical.

ARTICLE 5. ACCOMPAGNEMENT DE PROJETS

Une mission d'accompagnement peut être proposée dans l'objectif d'aider les décideurs de la collectivité :

- Dans le cadre d'une opération neuve ou de rénovation, à intégrer des ambitions énergétiques et environnementales tout en améliorant le confort des usagers,
- Dans le cadre d'un équipement utilisant les énergies renouvelables (solaire, bois énergie), à s'assurer des choix les plus adaptés et de la qualité de leur mise en œuvre.

Cette mission se focalise sur les phases clés d'un projet, de l'élaboration du programme à la mise en exploitation, et se donne pour fil conducteur d'assurer l'atteinte des niveaux de performance visés.

L'accompagnement porte en particulier sur les étapes suivantes :

- Aide à la mobilisation des financements disponibles et au montage des dossiers (CEE, subventions TE 26-SDED, Département, DSIL, DETR, fonds européens, ...)
- Aide à la rédaction du programme et aux choix du maître d'œuvre,
- Aide au suivi et à la validation de la conception (APS, APD, DCE).
- Accompagnement en phase travaux et au suivi des résultats.

Il s'agit d'assurer un appui technique et méthodologique auprès du maître d'ouvrage pour éclairer ses choix, faciliter le processus de décision et aider dans les arbitrages éventuels qui seront à effectuer, en coopération avec l'équipe de maîtrise d'œuvre.

L'engagement de cette mission répond à une commande précise du maître d'ouvrage, et repose sur une proposition financière de Territoire d'énergie Drôme - SDED dont le montant est proportionnel à sa durée multipliée par un coût forfaitaire journalier.

ARTICLE 6. CONCOURS DE PROJETS EXEMPLAIRES OU DÉMONSTRATIFS

Afin d'inciter la recherche de solutions aussi diversifiées que possible pour atteindre une performance environnementale globale, des projets sont susceptibles de bénéficier d'un accompagnement et d'un financement particuliers dans le cadre de concours organisés à l'échelle départementale.

La phase de sélection peut faire appel à un jury d'experts représentant des organismes régionaux ou locaux du domaine de la transition énergétique - ADEME, CEREMA, associations spécialisées, ... - ainsi que des partenaires institutionnels parmi lesquels les services déconcentrés de l'Etat, le Conseil régional, le Conseil départemental.

Les critères d'éligibilité ne se limitent pas à la performance énergétique, mais sont élargis à tous les avantages économiques, sociaux et environnementaux défendus dans la conception ou dans les procédés utilisés, tels que les puits de carbone, les déplacements doux, la gestion de l'eau, les îlots de fraîcheur, les fabrications locales, l'économie circulaire, etc.

Les projets lauréats peuvent bénéficier de trois types d'accompagnement complémentaires :

- une assistance à maîtrise d'ouvrage dédiée aux aspects énergétique et environnemental du projet,
- la recherche d'aides financières disponibles (dossiers institutionnels, candidatures à appels à projets)
- une prime de Territoire d'énergie Drôme - SDED.

La mise en œuvre d'un tel concours donne lieu à l'élaboration et à l'adoption par le Comité syndical d'un règlement *ad hoc* fixant les thèmes et les objectifs fixés, et repose sur une enveloppe financière préalablement programmée au budget de Territoire d'énergie drôme - SDED.

ARTICLE 7. MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE DE TRAVAUX D'AMÉLIORATION ÉNERGÉTIQUE

L'article L2224-34 du CGCT stipule que "les personnes publiques [telles que les AODE] peuvent prendre en charge, pour le compte de leurs membres, tout ou partie des travaux nécessaires pour améliorer la performance énergétique des bâtiments dont ces membres sont propriétaires. Elles peuvent assurer le financement de ces travaux. Ces travaux font l'objet de conventions conclues avec les membres bénéficiaires."

Au-delà du financement des travaux prévus par les dispositions de l'article 4, Territoire d'énergie Drôme - SDED est en mesure légale d'assurer par délégation la maîtrise d'ouvrage desdits travaux.

Les conditions de mise en œuvre de cette Intervention répondent à des nécessités de moyens et de règles qui seront fixés ultérieurement par le Comité syndical.

ARTICLE 8. CONFIDENTIALITE DES DONNÉES

Afin de permettre l'analyse des consommations d'énergie et des données de facturation (cf. art. 2), la collectivité autorise Territoire d'énergie Drôme - SDED à accéder aux données des comptes ouverts auprès de ses fournisseurs d'énergie (électricité, gaz, fioul, autres).

Pour sa part, le Syndicat respecte la confidentialité dans l'exploitation de ces données, et ne peut communiquer à autrui le résultat détaillé et nominatif de ses analyses, sauf autorisation expresse de la collectivité.

L'accès personnalisé de la collectivité à l'outil numérique mentionné à l'article 2, permettant la consultation et l'utilisation de ses données, lui est exclusif ainsi qu'à Territoire d'énergie Drôme - SDED en tant qu'administrateur. Il n'appartient qu'au bénéficiaire d'autoriser expressément l'accès à ses données à un tiers.

ARTICLE 9 COMMUNICATION

Qu'il s'agisse de réalisation d'études, d'aides financières aux travaux ou d'accompagnement de projets, la collectivité s'engage à faire mention de la participation du Syndicat sur tout support de communication relatif à l'opération aidée en y apposant le logo de Territoire d'énergie Drôme - SDED (rapport, affiche, panneau de chantier, bulletin municipal...) ainsi que d'en faire état, le cas échéant, dans les publications de presse.

Dans le cas où la collectivité autorise l'accès à ses données de consommation d'énergie ou de facturation à un tiers via l'outil numérique mentionné à l'article 2, pour produire un document, ce dernier s'engage à préciser la source et à faire apparaître le logo de Territoire d'énergie Drôme - SDED sur tout support manuscrit ou numérique.

ARTICLE 10. PRISE D'EFFET ET DUREE

L'adhésion au présent règlement peut intervenir à tout moment, son montant annuel valant pour une pleine année civile, à compter de l'année 2022. Le règlement est applicable à toute demande d'aide financière formalisée à la suite de l'adhésion, et en tous les cas après le 1er janvier 2022.

Le Comité syndical tient à jour la liste des adhésions au présent règlement.

L'adhésion est renouvelée par tacite reconduction chaque année civile, jusqu'à délibération de la collectivité adhérente exprimant sa volonté de retrait, cette dernière ne pouvant intervenir qu'à l'issue d'une durée ferme de trois ans. Cette délibération est à notifier à Territoire d'Energie Drôme - SDED avant le 30 novembre précédant le nouvel exercice.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SAVASSE**

SEANCE DU 18 octobre 2022

L'an deux mille vingt, le dix-huit du mois d'octobre, à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette commune régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Françoise Quenardel, Maire.

Présents : QUENARDEL Françoise - LALANNE Claude - CHASTAN Thierry - DRAY Bernadette - MOULIN Geneviève - LIOTARD Régine - BONNARD-DREVARD Nathalie - FAURE Joël - VETTOVALLI Michel - MOUTON Martine → LERAT Frédéric - ARNAUD Alexandre - GONTARD Christopher.

Absents avec procuration : DE DIANOUS Antoine (DRAY Bernadette) - FIERE Pascale (FAURE Joël)

Secrétaire de séance : Claude LALANNE

Délibération 3.1

Objet : Contrats D'assurance Des Risques Statutaires

Le Maire rappelle :

Qu'en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 ;

Le Maire expose :

que le Centre de Gestion a communiqué à la Commune/Établissement les résultats la concernant.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents :

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

.../...

DECIDE :

Article 1 : d'accepter la proposition suivante :

Assureur : CNP Assurances

Courtier : SOFAXIS

Durée du contrat : 4 ans (date d'effet au 01/01/2023) – maintien du taux 2 ans

Préavis : contrat résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois.

► **Agents permanents (Titulaires ou Stagiaires) immatriculés à la CNRACL :**

Risques assurés : Accident et maladie imputable au service + maladie ordinaire + longue maladie, maladie longue durée + maternité (y compris les congés pathologiques) / adoption / paternité et accueil de l'enfant + Temps partiel thérapeutique, mise en disponibilité d'office pour maladie, Décès, infirmité de guerre, allocation d'invalidité temporaire :

Option retenue : TOUS LES RISQUES, avec une franchise de 15 jours par arrêt en maladie ordinaire uniquement à un taux de 6.55 %

► **Agents titulaires ou stagiaires et non titulaires affiliés IRCANTEC :**

Risques assurés : Accident et maladie professionnelle + grave maladie + maternité (y compris les congés pathologiques) / adoption / paternité et accueil de l'enfant + maladie ordinaire + reprise d'activité partielle pour motif thérapeutique :

Option retenue : TOUS LES RISQUES, avec une franchise de 15 jours par arrêt en maladie ordinaire à un taux de 1,30 %

Il est précisé que ces taux n'intègrent pas la rémunération du Centre de Gestion (3% sur la cotisation versée annuellement à l'assureur) au titre de la réalisation de la présente mission facultative.

Article 2 : d'autoriser Madame le Maire à signer les Conventions en résultant.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme
Savasse, le 18 octobre 2022
Le Maire,



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SAVASSE**

SEANCE DU 18 octobre 2022

L'an deux mille vingt, le dix-huit du mois d'octobre, à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette commune régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Françoise Quenardel, Maire.

Présents : QUENARDEL Françoise - LALANNE Claude - CHASTAN Thierry - DRAY Bernadette - MOULIN Geneviève - LIOTARD Régine - BONNARD-DREVARD Nathalie - FAURE Joël - VETTOVALLI Michel - MOUTON Martine — LERAT Frédéric - ARNAUD Alexandre – GONTARD Christopher.

Absents avec procuration : DE DIANOUS Antoine (DRAY Bernadette) - FIERE Pascale (FAURE Joël)

Secrétaire de séance : Claude LALANNE

Délibération 3.1

Objet : Contrats D'assurance Des Risques Statutaires

Le Maire rappelle :

Qu'en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 ;

Le Maire expose :

que le Centre de Gestion a communiqué à la Commune/Établissement les résultats la concernant.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents :

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

.../...

DECIDE :

Article 1 : d'accepter la proposition suivante :

Assureur : CNP Assurances

Courtier : SOFAXIS

Durée du contrat : 4 ans (date d'effet au 01/01/2023) – maintien du taux 2 ans

Préavis : contrat résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois.

► **Agents permanents (Titulaires ou Stagiaires) Immatriculés à la CNRACL :**

Risques assurés : Accident et maladie imputable au service + maladie ordinaire + longue maladie, maladie longue durée + maternité (y compris les congés pathologiques) / adoption / paternité et accueil de l'enfant + Temps partiel thérapeutique, mise en disponibilité d'office pour maladie, Décès, infirmité de guerre, allocation d'invalidité temporaire :

Option retenue : TOUS LES RISQUES, avec une franchise de 15 jours par arrêt en maladie ordinaire uniquement à un taux de 6.55 %

► **Agents titulaires ou stagiaires et non titulaires affiliés IRCANTEC :**

Risques assurés : Accident et maladie professionnelle + grave maladie + maternité (y compris les congés pathologiques) / adoption / paternité et accueil de l'enfant + maladie ordinaire + reprise d'activité partielle pour motif thérapeutique :

Option retenue : TOUS LES RISQUES, avec une franchise de 15 jours par arrêt en maladie ordinaire à un taux de 1,30 %

Il est précisé que ces taux n'intègrent pas la rémunération du Centre de Gestion (3% sur la cotisation versée annuellement à l'assureur) au titre de la réalisation de la présente mission facultative.

Article 2 : d'autoriser Madame le Maire à signer les Conventions en résultant.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme
Savasse, le 18 octobre 2022
Le Maire,



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SAVASSE**

SEANCE DU 18 octobre 2022

L'an deux mille vingt, le dix-huit du mois d'octobre, à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette commune régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Françoise Quenardel, Maire.

Présents : QUENARDEL Françoise – LALANNE Claude - CHASTAN Thierry - DRAY Bernadette - MOULIN Geneviève - LIOTARD Régine - BONNARD-DREVARD Nathalie - FAURE Joël - VETTOVALLI Michel - MOUTON Martine — LERAT Frédéric - ARNAUD Alexandre – GONTARD Christopher.

Absents avec procuration : DE DIANOUS Antoine (DRAY Bernadette) - FIERE Pascale (FAURE Joël)

Secrétaire de séance : Claude LALANNE

Délibération 3.2

Objet : Montant des charges en matériel et équipement pour la mise à disposition du Garde Champêtre par la Commune de Sauzet

Madame le Maire explique que depuis le 1^{er} février 2021, la Commune de Sauzet met à disposition de la Commune de Savasse un garde-champêtre pour un nombre d'heures de 17 heures 30 minutes par semaine.

Selon l'article 3 de la convention signée entre les deux communes, la Commune de SAVASSE (collectivité d'accueil) s'engage à rembourser à la Commune de SAUZET (collectivité d'origine) les frais liés aux matériels et équipements utilisés relatifs à la mise à disposition de l'agent territorial pour un montant fixé par délibération chaque année.

Pour l'année 2022, ce montant à prendre en charge par la Commune s'élève à 4 200.30 Euros.

Madame Bernadette Dray, partie prenante dans cette affaire, ne participe pas au vote et quitte la salle.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres votants et représentés accepte le montant de 4 200.30 Euros pour l'année 2022.

Ainsi fait et délibéré les, jour, mois, an que dessus.

Pour extrait certifié conforme
Savasse le 18 octobre 2022
Le Maire,

